

2. Aperçu (suite)

Auparavant, tous les achats étaient contrôlés par le "Department of Administrative Services" (DAS). Même les plus grands ministères étaient tenus de passer par la "Purchasing & Disposals Branch" du DAS. Aujourd'hui, seuls les achats de matériel de TED et de haute technologie doivent passer par le DAS. Les ministères sont seulement tenus d'obtenir l'autorisation du DAS et du DITAC ("Department of Industry, Technology and Commerce") -- un certificat de conformité avec les politiques -- et d'utiliser, dans la mesure du possible, les "Common Item Contracts" (contrats relatifs à des articles d'usage courant) : les contrats de type "Panel", "Supply" ou "Period". (Voir les définitions ci-dessous).

Les politiques concernant les acquisitions des ministères sont assez strictes, mais leur application dans le cadre des contrats existants est relativement souple et plusieurs ministères cherchent à acheter ces articles d'usage courant en prolongeant la durée des anciens contrats. C'est le cas lorsque le fournisseur choisi ne figure pas dans la liste de l'actuel "Panel Contract".

Les nouvelles politiques visent à restructurer les ministères du gouvernement, et à en rationaliser la gestion. Les gestionnaires devront assumer plus de responsabilités, en ce qui concerne la prise de décisions relatives au fonctionnement quotidien et au rendement de leurs services.

Actuellement, on étudie la possibilité d'élever le plafond existant (20 000 dollars australiens) à 100 000 dollars ou même de l'abolir. Comme les ministères sont maintenant capables d'utiliser leurs propres ressources administratives et techniques pour faire leurs acquisitions, cela permettrait aux fournisseurs choisis qui sont à Canberra d'entretenir des relations plus étroites avec leurs ministères clients.

Les ministères utilisent de plus en plus des avis d'appel d'offres non spécifiques et assez conceptuels. À cause du manque de ressources, les ministères achètent des "ressources de gestion de projets" à l'aide du contrat d'adjudication. Un exemple typique : le ministère de la Défense a accepté la soumission d'IBM pour le projet DESINE, destiné à mettre à jour et à gérer tout le réseau informatique du ministère de la Défense, jusqu'en 1994.

Un autre résultat de la restructuration de tous les ministères : certains services assumeront la responsabilité du financement de leurs opérations. Le "Financial Management Improvement Program" (FMIP) actuellement mis en oeuvre par le gouvernement exigera qu'à partir du 1^{er} juillet, le financement des opérations du "Purchasing and Sales Group" du "Department of